



Déni de démocratie, dans l'académie de Normandie aussi !

En pleine période de mobilisation sociale contre la réforme des retraites, alors que les jeunes sont de plus en plus nombreux à y participer, la rectrice a réuni cet après-midi le CSA de l'académie de Normandie sur la question des moyens de la rentrée 2023.

Les organisations syndicales élues (FSU, FNEC-FP-FO, UNSA Education, SGEN-CFDT et CGT Educ'action) ont collectivement interpellé la rectrice de l'académie de Normandie dans une [déclaration commune](#) sur la situation actuelle et la lutte contre la réforme des retraites, les suppressions de postes, les revalorisations salariales avortées et les violences policières, notamment à l'égard des jeunes et de notre collègue AESH, mutilée à Rouen par une grenade le jeudi 23 mars.

Face à la colère des personnels, la rectrice a semblé être dans un déni de réalité, déroulant les mensonges sur un dialogue social « qui avance » alors que l'ensemble des organisations syndicales ont quitté les réunions de concertation nationale sur les salaires.

Pire encore, sur la situation de notre collègue AESH, la rectrice ignorait si elle avait déjà été contactée par ses services. Face aux violences policières, cette réponse désinvolte, loin d'exprimer un soutien, n'est pas à la hauteur. Concernant la mobilisation des élèves et des étudiants, la rectrice a regretté que les jeunes se mettent parfois en danger, rejetant ainsi la faute sur eux.

Constatant une nouvelle fois un semblant de dialogue social à l'instar du 49-3 gouvernemental, nos organisations syndicales ont décidé de quitter la séance.

Elles appellent l'ensemble des collègues à poursuivre la mobilisation massive contre la réforme des retraites, par les actions locales et par une nouvelle grande journée de grève et de manifestations le jeudi 6 avril.